

Ministères : les gagnants et les perdants du budget 2024

Bastien Scordia

C'est un rituel qui est toujours particulièrement scruté. Le gouvernement d'Elisabeth Borne vient de transmettre au Parlement son traditionnel "tiré-à-part", ce document préparatoire au projet de loi de finances pour 2023 qui synthétise les plafonds de crédits et donc de dépenses retenus pour chaque ministère pour le prochain budget. Un budget que l'exécutif place sous le signe du rétablissement des finances publiques [consulter le tiré-à-part en bas de l'article].

Bercy le promet en effet : les dépenses de l'Etat devraient reculer en 2024 grâce notamment à l'arrêt progressif des boucliers tarifaires pour le gaz et l'électricité. Les crédits accordés aux ministères pour leurs différentes "missions" budgétaires devraient ainsi atteindre 356 milliards d'euros l'année prochaine, soit une baisse de 4,8 milliards d'euros par rapport à 2023. Compte tenu de l'inflation, *"les dépenses baisseront de 3,5%"*, explique le ministre délégué chargé des Comptes publics Gabriel Attal dans une interview aux *Echos*.

C'est la *"première fois depuis près d'une décennie"* que les dépenses de l'Etat *"baisseront"*, abonde-t-il en mettant en avant une baisse *"historique"* et un budget 2024 qui sera *"celui du désendettement vert"*.

"Priorité" à la transition écologique

Dans son "tiré-à-part", le gouvernement donne en effet la *"priorité"* à la planification écologique avec, dit-il, *"un accroissement inédit de ses moyens"* de l'ordre de 7 milliards d'euros en 2024. Dans ce cadre, 2 milliards d'euros supplémentaires sont prévus pour le soutien aux énergies renouvelables et l'investissement productif au travers notamment du plan "France 2030". Les 5 autres milliards additionnels seront consacrés quant à eux au renouvellement du "Fonds vert" dédié aux collectivités, mais aussi aux mobilités, à l'agriculture et à la forêt ou encore de la rénovation des logements et des bâtiments publics.

Pour son prochain budget, l'exécutif mise aussi sur la revalorisation de l'enseignement, des écoles et de la recherche. Le ministère de l'Éducation nationale figure ainsi parmi les ministères les mieux lotis avec un budget en hausse de 3,9 milliards d'euros pour la mission "enseignement scolaire", notamment pour financer les revalorisations des enseignants. Les crédits du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche augmentent quant à eux d'un milliard d'euros.

Sans surprise, le gouvernement met également l'accent sur la poursuite du "réarmement des missions fonctions régaliennes" de l'État avec une hausse de 3,3 milliards des moyens du ministère des Armées, de 0,5 milliard pour la justice et d'un milliard pour le ministère de l'Intérieur.

-3,6 milliards pour Bercy

"Le budget sera enfin celui du plein emploi grâce au lancement de France travail et du renforcement des services publics", abonde Bercy dans son document en annonçant également une hausse des crédits ministère de la Culture (+0,2 milliards). 2,6 milliards d'euros sont également prévus pour financer la revalorisation de 1,5% de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Quant aux "perdants" du budget 2024, le ministère de l'Économie voit notamment son escarcelle amputée de 3,6 milliards d'euros avec la fin notamment du guichet d'accompagnement pour les entreprises très consommatrices d'énergies. Des économies sont aussi permises par la baisse du chômage, avec le moindre recours aux contrats aidés des entreprises ou sur le logement avec la suppression du dispositif Pinel et la refonte du Prêt à taux zéro annoncées en juin.

[Tiré-à-part PLF 2024](#) by [Acteurs publics](#) on Scribd